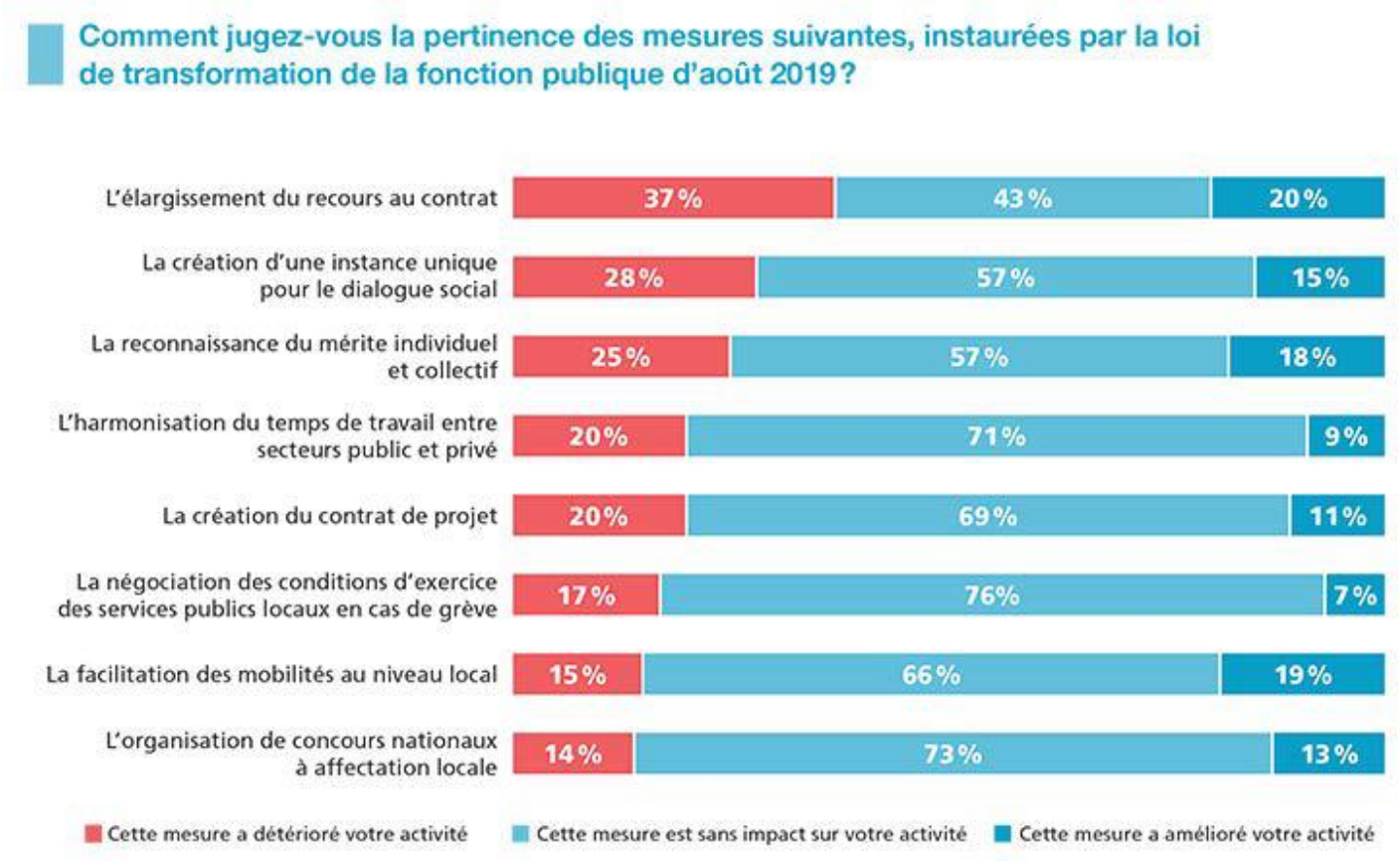
ACTEURS PUBLICS
5 novembre 2021

Sondage exclusif : Les agents très critiques sur les transformations de la fonction publique

Le statut plébiscité, un regard critique à l'endroit de la contractualisation et des mesures de la loi de 2019 relative à la transformation de la fonction publique, la question des rémunérations toujours centrale… Tels sont les enseignements d'un sondage exclusif réalisé pour AG2R La Mondiale et *Acteurs publics* par l'Ifop et rendu public le 5 novembre à l'occasion du colloque "Fonction publique, l'heure des choix ?".

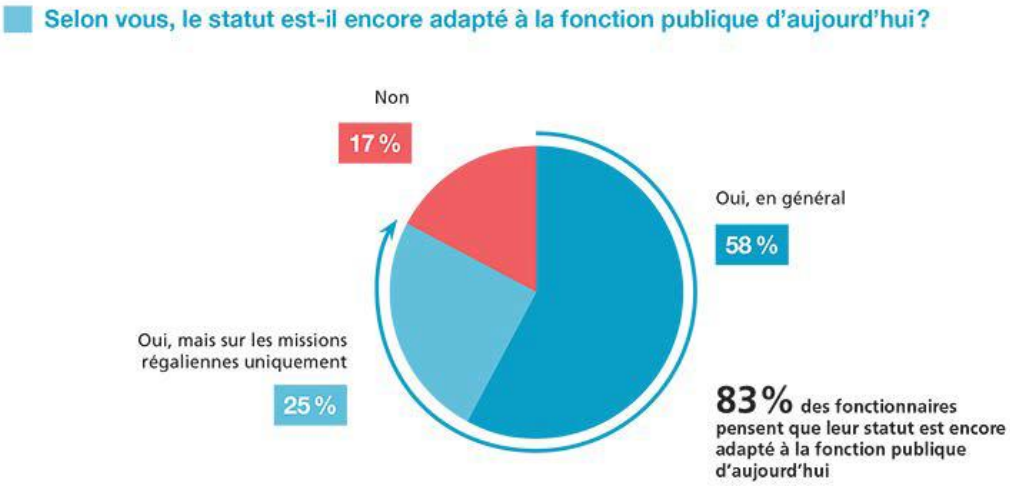
Oui au statut, non au contrat. C'est l'une des conclusions marquantes du sondage.

Les agents de la fonction publique ont été amenés à se prononcer sur diverses thématiques attenantes à leur statut et aux modifications récentes que celui-ci a pu connaître.

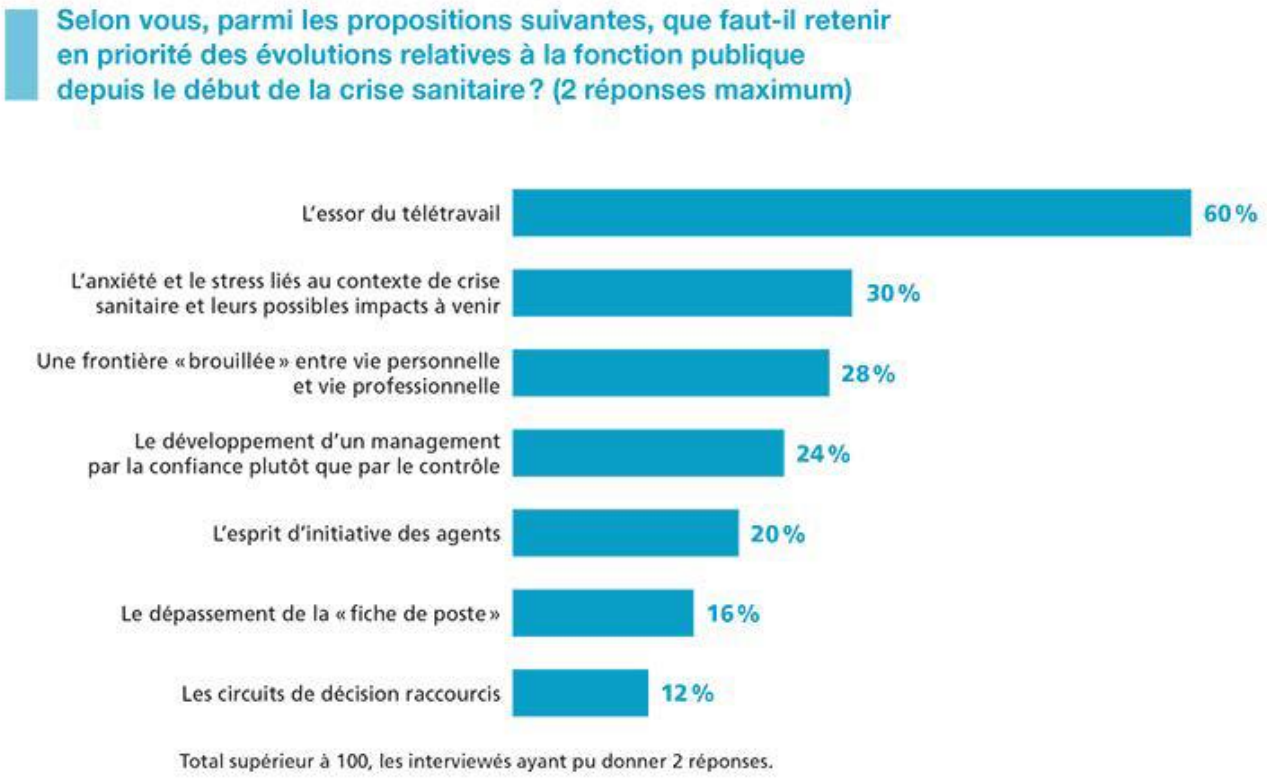


Concernant les mesures instaurées par la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, le jugement des fonctionnaires à leur égard semble peu marqué. En effet, pour toutes les mesures proposées, la majorité des fonctionnaires déclare que cela n'a pas eu d'impact sur leur activité. Et lorsque celles-ci ont un effet sur leur quotidien, les acteurs du secteur public le jugent négatif dans la plupart des cas.
La seule mesure perçue positivement est la facilitation des mobilités au niveau local (19 % jugent que cela a amélioré leur activité contre 15 % que cela l'a détériorée).
Si l'opinion des fonctionnaires sur cette question reste relativement consensuelle, une autre des mesures de la loi de 2019 semble en revanche davantage scinder les agents publics interrogés : l'élargissement du recours au contrat. En effet, c'est la mesure qui recueille le plus de jugements à la fois négatifs et positifs : 37 % des fonctionnaires interrogées considèrent qu'elle a un impact négatif sur leur activité et 20 %, un impact positif.

Souvent questionné dans le débat public et pointé du doigt pour son obsolescence, le statut de la fonction publique reste pourtant perçu comme pertinent par ceux qui le détiennent et l'exercent : un peu plus de 8 fonctionnaires sur 10 (83 %) partagent cette opinion. Ce positionnement semble même solide, puisque 58 % d'entre eux pensent que le statut de fonctionnaire est adapté de manière générale.



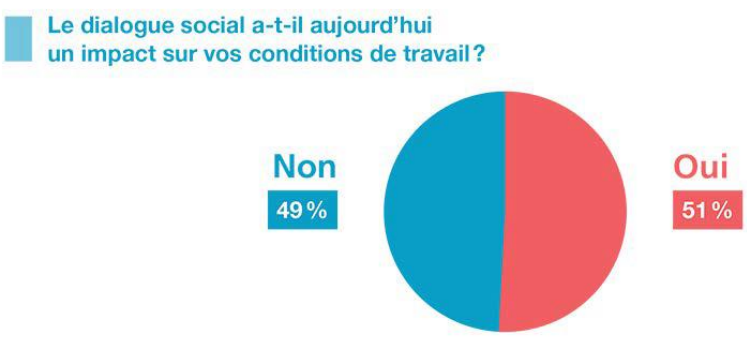
Alors que la crise sanitaire a bouleversé le monde du travail en profondeur depuis maintenant presque deux ans, il a été demandé aux fonctionnaires de se positionner sur les évolutions à retenir de cette période. C'est, sans grande surprise, l'essor du télétravail qui arrive en tête avec 60 % de citations, suivi, loin derrière, de « l'anxiété et (du) stress liés au contexte de crise sanitaire et leurs possibles impacts à venir » (30 % de citations).Le brouillage de la frontière entre vie privée et vie professionnelle, notamment du fait du télétravail, arrive en troisième position des évolutions à retenir en priorité, avec 28 % des citations.



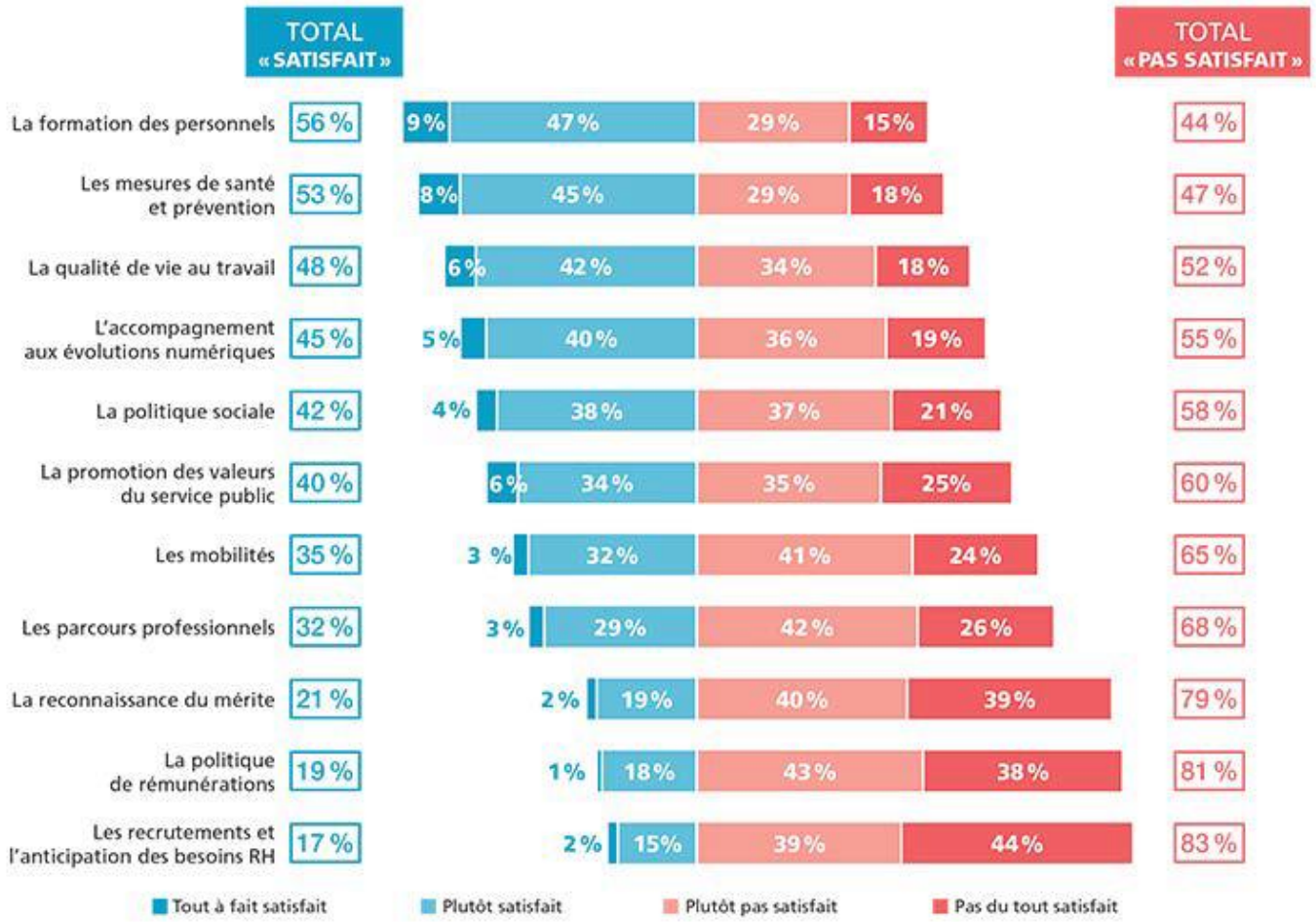
Alors que les études d'opinion font ressortir depuis plusieurs années un a-priori négatif du grand public à l'égard de certaines catégories de la fonction publique, les fonctionnaires ont pu se positionner sur les leviers à mobiliser selon eux pour redorer l'image de ce statut. Ainsi, c'est l'augmentation des rémunérations qui arrive largement en tête avec 70 % des citations. Ce résultat s'inscrit dans une dynamique ambiante de préoccupation croissante des Français pour leur pouvoir d'achat. Les problématiques d'intégration des fonctionnaires aux décisions (38 % de citations) et d'amélioration des conditions de travail (36 %) arrivent en deuxième et troisième positions.



Enfin, alors que c'est l'évolution à retenir en priorité de la crise du Covid-19, le télétravail n'est pas perçu par les fonctionnaires comme un levier à mobiliser ici, sûrement parce que le secteur privé a également la capacité de proposer ces modes de travail, qui ne constituent donc pas une particularité attractive de la fonction publique. Un peu plus d'un fonctionnaire sur deux (51 %) pense que le dialogue social a un impact sur ses conditions de travail, un score largement supérieur chez les agents exerçant dans les ressources humaines (60 %). Des enseignements précieux à l'heure où la fonction publique nourrit le débat public dans le cadre de l'élection présidentielle…



En matière de ressources humaines, quel est votre niveau de satisfaction concernant la gestion des sujets suivants dans votre organisation ?



L'enquête a été menée par l'Ifop auprès d'un échantillon de 1 482 acteurs publics : 368 interviewés relèvent de la fonction RH, 1 114 interviewés appartiennent à d'autres fonctions. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré enligne du 18 au 29 octobre 2021.